

# L'Europe doit faire mieux avec (un petit peu) plus de moyens

*“Plus tôt nous réagissons, plus vite nous pouvons décider, mieux ce sera.”*

**Gunther Oettinger**

Vingt-neuf mois avaient été nécessaires pour boucler le budget 2014-2020, approuvé par le Parlement européen un mois avant son entrée en vigueur. De ce fait, “2014 a été une année perdue”, a averti le commissaire au Budget, qui espère avoir conclu avant les élections européennes de mai 2019. Optimiste.

- La Commission présente un projet de budget 2021-2027 en légère augmentation.
- Elle propose davantage de moyens pour de nouvelles priorités, des coupes dans les postes agriculture et cohésion et de nouvelles ressources propres – coût du Brexit oblige.
- Les négociations s’annoncent très tendues.

Eclairage Olivier le Bussy

**L**e président Jean-Claude Juncker est parvenu à placer le mot “ambition” et les qualificatifs “raisonnable et responsable” dans son discours d’introduction de la proposition de la Commission pour le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, devant le Parlement européen, mercredi. Il aurait tout aussi bien pu déclarer que la Commission avait cherché à résoudre la quadrature du cercle. Comment? Eléments de réponses.

## 1 Une augmentation du budget européen 2021-2027 en trompe-l’œil

Le CFP 2021-2027 pèsent 1 279 milliards d’euros en crédits d’engagement (1 246 milliards en crédits de paiement), soit 1,114% du revenu national brut de l’Union européenne. C’est une augmentation, légère, par rapport au budget 2014-2020, de 1 087,1 milliards. Oui mais. Dans le même temps, le CFP 2021-2027 sera, M. Juncker *dixit*, amputé de quelque “15 milliards d’euros” de recettes par an suite au départ du Royaume-Uni. Ensuite, l’UE veut financer davantage de nouvelles priorités, sans sacrifier ses politiques historiques. Enfin, le Fonds européen de développement, hors budget et doté de 30 milliards d’euros pour 2014-2020, est réintégré dans le CFP. Bref, le budget 2021-2027 sera grosso modo équivalent à celui de 2014-2020.

Pour pallier les (inévitables) trous d’air budgétaires, la Commission plaide pour une flexibilité accrue, pour faciliter les transferts d’une année ou d’une rubrique à l’autre.

## 2 Plus d’argent pour de nouvelles priorités...

Comme attendu, la Commission propose d’augmenter les moyens affectés à de nouvelles priorités. Ceux dévolus à la gestion de la migration et la protection des frontières – LE sujet européen – seront de 33 milliards d’euros, contre 13 milliards aujourd’hui. La Commission propose d’augmenter de 40% les fonds pour la sécurité (4,8 milliards) et de consacrer 13 milliards au Fonds européen pour la défense. La recherche et l’innovation? Plus 50% pour atteindre 100 milliards d’euros. Les financements des programmes pour la jeunesse? Doubles: Erasmus+ serait ainsi doté de 30 milliards. Enfin, la Commission veut créer un fonds de 25 milliards pour accompagner les pays de la zone euro, et ceux qui la rejoindront, dans leurs réformes structurelles. On est à des années-lumière du budget de la zone euro proposé par le président français, Emmanuel Macron.

## 3 Moins pour la Politique agricole commune et pour la cohésion

Ce qui est donné d'une main doit être repris de l'autre. Sans surprise, la Commission propose de couper dans les deux grosses enveloppes, la Politique agricole commune (Pac) et la politique de cohésion – 70 % du budget actuel. Le commissaire en charge du Budget, Günther Oettinger, a annoncé que la Pac verrait ses moyens amputés de 5 %, dont 4 % pour le paiement des aides directes aux agriculteurs, et les fonds de cohésion territoriale de 7 %. L'attribution de ces derniers sera toujours basée sur le produit intérieur brut des régions, mais tout le monde ne pourra pas être servi tel qu'il l'est aujourd'hui. Avec quel impact pour les "régions en transition", comme la Région wallonne ? Difficile à prévoir dès à présent. La Commission veut ajouter d'autres critères pour les fonds de cohésion : le taux de chômage, l'adaptation au changement climatique, l'intégration de migrants. Cette dernière proposition équivaut à afficher un chiffon rouge sous le nez des pays d'Europe centrale. Qui ne verront pas d'un meilleur œil la proposition de lier l'accès aux fonds de cohésion au respect de l'état de droit (lire ci-contre).

#### 4 De nouvelles ressources propres, c'est promis

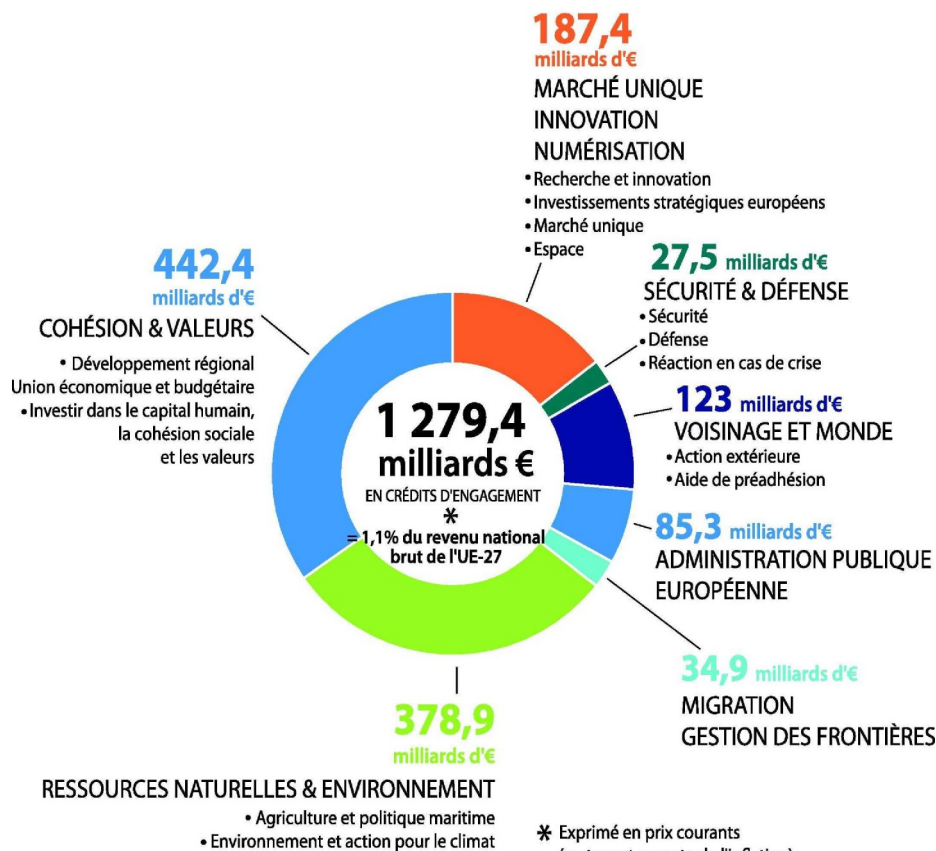
La Commission va demander aux Vingt-sept – qui financent directement plus de deux tiers du budget – des "contributions additionnelles limitées, mais nécessaires", a souligné le président Juncker. Pour ne pas trop leur en demander, d'autant que certains "contributeurs nets" – l'Autriche, le Danemark, les Pays-Bas, la Suède – refusent de verser davantage au pot commun, elle a remis sur le mé-

tier le dossier des ressources propres. Pour ce qui est des recettes existantes, la Commission veut en finir progressivement avec les "rabais sur le rabais britannique" (Londres avait une "ristourne" sur sa contribution) dont bénéficiaient l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la Suède. Ils n'auront plus lieu d'être après le Brexit. Elle veut aussi ne laisser que 10 % – et plus 20 – aux pays qui collectent pour elle les droits de douane – mauvaise nouvelle pour la Belgique, le port d'Anvers étant une des portes d'entrée dans l'UE.

La Commission propose surtout de créer un panier de nouvelles ressources propres qui comprendrait 20 % des revenus de la taxe carbone européenne (ETS), un taux de 3 % sur la (peut-être) future assiette commune consolidée sur l'impôt des sociétés et une taxe sur le plastique non recyclé dans les Etats membres (0,80€ le kilo). Gain estimé : 22 à 24 milliards sur sept ans, soit 12 % des recettes totales. "Avec ces nouvelles ressources propres, nous pensons pouvoir combler 50 % du trou du Brexit", défend M. Oettinger.

Le projet du CFP 2021-2027 sera développé ces prochaines semaines en propositions législatives qui serviront de base aux négociations entre Etats membres. Ceux-ci devront trouver un accord à l'unanimité, puis s'entendre avec le Parlement européen. Tout sauf une promenade de santé. Certaines capitales ont déjà réagi vivement (lire ci-contre). Jean-Claude Juncker, vieil habitué de ces négociations, refuse de s'en alarmer. "C'est normal que les leaders européens réagissent de cette façon sans avoir pris connaissance des détails. C'est toujours comme ça", a déclaré le Luxembourgeois. Qui doit être adepte de la méthode Coué.

### LA PROPOSITION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE POUR LE CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 2021-2027



# Comme attendu, personne n'est content

En proposant un cadre financier pluriannuel pour la période 2020-2027 (CFP), la Commission pouvait être sûre d'une chose: qu'elle ne parviendrait pas à satisfaire tout le monde. A vouloir ménager les attentes, divergentes, de tous les Etats membres, du Parlement européen et des divers secteurs, elle a pris le risque de ne vraiment satisfaire (presque) personne. Sa proposition n'avait pas encore été publiée qu'elle était déjà jugée "loin d'être acceptable" pour l'Autriche. La Commission plaide pour un budget équivalent à 1,114 % du PIB de l'UE, contre 1 % actuellement. Or, a rappelé le chancelier Sebastian Kurz, "notre objectif est que l'UE, après le Brexit, soit plus allégée, plus économique et plus efficace". Même son de cloche côté néerlandais: "une UE plus petite [...] devrait signifier un plus petit budget", a rappelé le Premier ministre Rutte, récitant le leitmotiv du "clan des radins" de l'UE, qui compte aussi le Danemark et la Suède.

## Trop ambitieuse pour certains, pas assez pour d'autres

Pourtant, la Commission s'est efforcée de limiter l'augmentation de budget. Parmi les programmes existants, elle propose de doper les échanges d'étudiants (Erasmus) et la recherche et de l'innovation (Horizon), sans pour autant éviter de se voir reprocher, là encore, un manque d'ambition. Pour le reste, des choix difficiles ont dû être faits. Le président Jean-Claude Juncker a rappelé que, s'il s'était contenté de superposer les nouvelles priorités aux politiques traditionnelles de l'Union, le budget aurait dû s'élever à 2 % du PIB de l'UE. Or, l'exécutif européen n'est même pas allé aussi loin que le Parlement, qui tablait sur un pourcentage de 1,3 %. L'hémicycle "ne va pas abandonner sa proposition", a donc d'em-

blée prévenu Jan Olbrycht, du Parti populaire européen. Tandis que les socialistes européens ont regretté une proposition qui "manque de vision".

Défendant un budget "réaliste", la Commission entend faire des économies, notamment dans la Politique agricole commune (-5 %). La France est donc montée au créneau, indiquant qu'"une telle baisse, drastique, massive et aveugle, est simplement inenvisageable". La Fédération wallonne de l'agriculture qualifie, elle aussi, cette décision "d'inacceptable". La proposition de raboter de 5 % les fonds de cohésion a provoqué au moins autant de remous. Le Mouvement 5 Etoiles, qui pourrait former le prochain gouvernement italien, s'est inquiété de l'impact que cela aurait sur le sud de la Botte. Des pays d'Europe centrale et orientale, la Pologne a été la première à répliquer, indiquant qu'elle ne va "certainement pas accepter des coupes disproportionnées dans ce domaine". Le président du Comité européen des régions, Karl-Heinz Lambertz, a donc estimé que cette augmentation du budget de l'UE "va dans le bon sens, mais pas assez loin".

Par contre, la Commission est bien allée jusqu'à proposer la suspension des versements de fonds européens en cas de violation de l'Etat de droit. Cette conditionnalité était défendue par la France et l'Allemagne, tout comme par nombre d'eurodéputés, mais elle risque de braquer la Pologne, la Hongrie, ou la Roumanie, épinglées pour leurs réformes controversées de la justice. Si dans un premier temps Varsovie a feint de ne pas se sentir concernée par cette proposition, le vice-ministre polonais pour les Affaires européennes, Konrad Szymanski, a mis en garde qu'"il ne faut aucun espace pour de l'arbitraire".

Maria Udrescu

## 3 QUESTIONS À

### Gérard Deprez

Député européen, groupe de l'Alliance des libéraux et démocrates pour l'Europe, membre de la commission des Budgets.

**1** La Commission européenne a présenté un projet de cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 équivalent à 1,11% du revenu national brut de l'Union. Sera-ce suffisant? D'autant que ce pourcentage pourrait être revu à la baisse lors des négociations entre Etats membres...

Elle a aussi augmenté les instruments de flexibilité et la possibilité d'effectuer des transferts d'une rubrique budgétaire à l'autre, mais

c'est difficile de dire aujourd'hui si cela permettra de faire face à des événements relativement imprévus. Ce qui est clair, c'est qu'avec 1,11 %, on se trouve en dessous de ce que demande le Parlement européen (1,3%, Ndlr) et même de ce que Jean-Claude Juncker considérerait lui-même comme idéal (1,2%).

Les Etats membres sont très divisés sur la question du montant du budget: certains sont opposés à une augmentation, mais d'autres disent que si la politique de cohésion ne permet plus d'atteindre l'objectif de rattrapage économique de certaines régions, ce sera un problème pour tout le monde. Je m'attends à un débat très compliqué.

**2** Vous avez exprimé votre satisfaction concernant le volet consacré à la création de nouvelles ressources propres pour le budget. Les Etats membres ont toujours été réticents. Sera-ce différent cette fois-ci?

Je le crois, et pour deux raisons au moins. Je ne

*suis pas convaincu que certains Etats membres soient disposés à augmenter le budget européen à travers leurs contributions nationales directes : pour une partie de l'opinion publique, le Brexit implique qu'on doive réduire le budget européen. C'est pourquoi nous avons besoin de vraies ressources propres. On peut l'organiser d'une manière telle que cela n'apparaisse pas comme une hausse des contributions nationales.*

**3 Dans le même temps, il faut s'attendre à ce que certains Etats membres contestent la réduction des enveloppes budgétaires de la Politique agricole commune et de la politique de cohésion. Peut-on déjà évaluer quel sera l'impact pour la Belgique ?**

*La position du Parlement européen est qu'il faut maintenir les niveaux existants de ces deux politiques sur base d'une Union à vingt-sept. A première vue, la proposition de la Commission ne correspond pas à ce cahier des charges. La PAC et la cohésion ne devraient pas faire les frais des nouvelles priorités budgétaires. Il existe cependant des techniques qui permettent d'opérer ces réductions sans que cela se fasse trop brutalement.*

*Il est encore trop tôt pour dire quel serait l'impact pour la Belgique. Mais au niveau des gouvernements fédéral et wallon, on estime que si elle devait accepter une hausse de sa contribution et en même temps une baisse des montants dévolus aux agriculteurs et à la cohésion, cela équivaldrait à contribuer trois fois.*

**OleB**